



LA LETTRE

DE LA

COOPERATION
DECENTRALISEE

Juin 2009

SOMMAIRE

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	9
Amérique du Nord	12
Asie	13
Europe	16
Méditerranée	19
Jeunesse - Culture	24
Tourisme responsable	26
Institutions européennes	28
Etudes	29
Actualités	30
Agenda	31
Publications	33

Lettre ouverte aux candidats aux élections européennes du 7 juin 2009

Madame, Monsieur,

Vous êtes candidat aux élections européennes du 7 juin prochain et je vous en félicite.

En tant que Président de Cités Unies France, réseau de collectivités territoriales engagées dans la coopération internationale, je souhaite attirer votre attention sur un enjeu politique et financier majeur pour le rayonnement de la France et de ses collectivités territoriales : la promotion de la coopération décentralisée et de sa prise en compte par les institutions européennes.

La reconnaissance des autorités locales et régionales comme actrices à part entière du développement par la Commission européenne est aujourd'hui acquise. Il aura fallu du temps et nous le devons, pour une part importante, aux parlementaires européens, je songe en particulier au « Rapport Schapira ».

Pour ce qui concerne plus particulièrement la reconnaissance de leurs compétences et de leurs savoir-faire en matière de solidarité internationale, notamment en matière d'accompagnement de la décentralisation au Sud et d'appui à la démocratie locale naissante, tout reste à bâtir. Cela passe par une concertation entre l'Union européenne avec les associations représentatives des autorités locales et régionales, concernant les priorités de la politique européenne de développement.

Cela passe aussi par une plus large accessibilité pour les autorités locales et régionales, aux programmes d'aide extérieure ; elles doivent être systématiquement éligibles aux appels à propositions de l'Union européenne, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Alors même que nous déplorons la baisse des Aides Publiques au Développement bilatérale, européenne et mondiale, les contributions des autorités locales et régionales ne cessent d'augmenter. Ces dernières années, les collectivités territoriales françaises ont plus que doublé leur contribution à l'APD française, preuve s'il en faut de leur rôle significatif en matière de coopération.

Permettez-moi, Madame, Monsieur, d'attirer votre attention sur le rôle central que joueront les futurs parlementaires européens dans la définition et la mise en œuvre de la stratégie européenne d'aide au développement. En tant qu'élus, ils auront un rôle particulier pour asseoir la place des autorités locales et régionales dans cette stratégie.

Cela passe notamment par une participation de vos futurs élus à la Commission Développement du Parlement européen. Cités Unies France se tient à leur disposition pour évoquer avec eux ces questions.

En comptant sur votre engagement pour répondre par votre action aux urgences majeures que sont la lutte contre la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Charles Josselin
Président de Cités Unies France
Vice-président du conseil général des
Côtes d'Armor
Membre honoraire du Parlement
Ancien Ministre

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint Germès Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

'Délocalisation' exceptionnelle du groupe-pays Bénin

La dernière réunion du groupe-pays Bénin s'est tenue le 13 mai dernier à l'Hôtel de Ville de Lyon. Cette initiative de 'délocalisation' du groupe-pays a permis à de nombreuses collectivités de la région Rhône-Alpes de participer ; un nombre équivalent de collectivités de la région parisienne étaient également présentes. Il est en effet à remarquer que les rhône-alpins coopèrent avec les communes du Nord du Bénin tandis que les franciliens travaillent plus près de la capitale béninoise, dans le Sud du pays. La palme d'or pour la durée du trajet le plus long revient aux représentants de villes d'Albi (venu du Tarn) et de Saint-Omer (venu du Pas-de-Calais). Ceci dit, les gagnants toutes catégories confondues sont le maire de Porto-Novo ainsi que ses directeurs des services techniques, du développement économique et des relations internationales, présents à cette occasion.

Les débats ont essentiellement porté sur l'organisation d'une mission « retour » dans le cadre du programme concerté Bénin (suite à la venue de la délégation béninoise à Rosny-sous-Bois en plus largement en Ile-de-France, en mars 2007), ainsi que sur l'opportunité et les modalités de l'envoi d'un volontaire du progrès sur place pour représenter le groupe-pays.

La mission du programme concerté se déroulera finalement la semaine du 2 novembre prochain et sera ouverte à toutes les collectivités du groupe-pays, la durée prévisible de la mission commune étant de 5 jours.

Cités Unies France tient à remercier la Ville de Lyon pour son accueil à l'occasion de cette journée.

ACTUALITÉS CÔTE D'IVOIRE

Enfin une date pour les élections présidentielles

Les élections présidentielles en Côte d'Ivoire ont été fixées au 29 novembre 2009, en conseil des ministres ivoirien, le 14 mai dernier. Les quatre principaux leaders politiques ivoiriens se sont mis d'accord, le 18 mai, à Ouagadougou, autour du médiateur Blaise Compaoré, président du Faso, pour terminer l'établissement des listes électorales au 30 juin et les publier en septembre.

CONGO

Séminaire franco-congolais, les 8 et 9 juin 2009, à Paris

Dans le cadre de la coopération décentralisée franco-congolaise, un accord de partenariat est en instance d'officialisation entre l'Assemblée des Départements de France (ADF) et l'Assemblée des Départements du Congo (ADC). Cette signature de convention par les présidents Richard Eyini (ADC) et Claudy Lebreton (ADF) se déroulera lors d'un séminaire réunissant les acteurs français de la coopération décentralisée et les représentants de l'Assemblée des Départements du Congo, les 8 et 9 juin, à l'Institut Catholique (Paris), pour un partage d'expériences.

Dans ce cadre, Cités Unies France a été invitée pour parler de la coopération décentralisée avec les collectivités d'Afrique sub-saharienne. Le programme du séminaire est disponible sur notre site. L'ADF accueillera à Paris une délégation de 26 élus départementaux, conduite par M. Eyini, président du Conseil départemental de la Cuvette ouest.

Arrêtée en 1997, puis fortement contrainte jusqu'en 1999, la coopération franco-congolaise s'inscrit, depuis 2004, dans le processus engagé par le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

(Source : Assemblée des Départements de France, www.ambafrance-cg.org)

ACTUALITÉS MALI

Résultats officiels des élections locales

Les résultats officiels du scrutin municipal du 26 avril dernier sont désormais disponibles au ministère de l'Administration territoriale et des collectivités locales, même s'ils restent soumis à d'éventuels contentieux électoraux devant les tribunaux. Concernant les grandes tendances, on peut noter une participation qui reste préoccupante, malgré un léger progrès par rapport aux dernières élections (44,61% contre 43,06%, en 2005). Les rapports de force entre les grands partis ont également peu évolué, puisque le trio de tête reste le même. L'ADEMA-PASJ reste le grand gagnant avec 29,54% des voix, l'URD se place en deuxième position avec près de 18% des voix ; enfin, le RPM se classe troisième avec 7,17% des voix, en net recul par rapport au précédent scrutin.

Si la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) note « quelques faiblesses » dans l'organisation du scrutin, elle estime néanmoins que « sous réserve du contentieux électoral, les élections du 26 avril 2009 ont été libres, transparentes et fiables ». Cependant, des irrégularités ont été relevées, en particulier dans la commune 1 du district de Bamako.

Les mouvements s'estimant victimes de ces fraudes se sont ainsi organisés en collectif et ont tenu une conférence de presse pour dénoncer l'ensemble des irrégularités constatées. Au vu de ces dysfonctionnements apparemment sérieux, les représentants du collectif ont déposé une requête en annulation des résultats et rédigé une lettre ouverte au Président de la République.

Ces irrégularités, graves mais visiblement marginales, ne peuvent expliquer à elles seules le désintérêt des Maliens pour ces élections. Si la CENI explique le fort taux d'abstention par les problèmes d'organisation dans le retrait des cartes d'électeurs ou encore l'éloignement des bureaux de vote des électeurs, certains observateurs y voient des causes plus profondes. Ainsi, le mode de scrutin proportionnel à un tour a pour particularité de susciter d'après négociations pour la formation des bureaux des conseils communaux qui seront chargés, en dernier ressort, de désigner le maire. Or, ces tractations sont souvent liées à des intérêts qui restent obscurs pour les citoyens. Ceux-ci voient souvent des listes arrivées largement en tête se retrouver en minorité et perdre la tête de la mairie qui leur semblait promise. Dans ces conditions, on peut comprendre le sentiment de frustration des électeurs, mais aussi le manque de légitimité populaire de certaines équipes municipales. Seul constat positif sur ce point, la très large victoire de l'ADEMA dans le district de Bamako devrait permettre d'éviter les psychodrames dont la capitale est habituellement le théâtre lors de la désignation des maires.

(Sources : L'Essor, le 19 mai 2009, www.maliweb.net, www.malikounda.com)

Bientôt une ligne de tramway à Bamako

La capitale malienne aura bientôt sa ligne de tramway. C'est le groupe français Lohr Industrie, basé à Strasbourg, qui va la construire. L'initiative s'inscrit dans le cadre des conventions cadres de coopération entre la France et le Mali.

La première convention a été signée entre le ministre de l'Équipement et des Transports, Ahmed Diane Séméga, et le représentant du groupe Lohr Industrie, Jean François Argence, pour la livraison des équipements. Il s'agit de la première étape de ce qui devrait être la 1ère ligne de tramway à Bamako. Tout l'enjeu est de rendre cette ligne compatible avec les particularités du District et de sa population.

Une deuxième convention, celle-ci dans le cadre de la coopération décentralisée a été signée entre le maire du District de Bamako, Adama Sangaré, et son homologue de Strasbourg, le sénateur Roland Ries. L'objectif de cette convention est d'améliorer et de doter le District d'infrastructures modernes. Rappelons que la ville de Strasbourg dispose d'un réseau et d'une fabrique de tramway. Cette collaboration devrait permettre de résoudre deux des problèmes majeurs de Bamako : la mobilité urbaine et l'urbanisation.

(Source : L'Essor, le 14 mai 2009)

Niger - Loire : un projet innovant de coopération décentralisée

À l'occasion d'une conférence de presse, organisée le 15 avril dernier au siège de l'UNESCO à Bamako, le chef de projet au Mali, Bandiougou Diawara, et son équipe ont présenté l'état d'avancement et les réalisations. Niger - Loire est un projet cofinancé par l'Union européenne et l'UNESCO à hauteur de 3 500 000 euros, pour une durée de 3 ans, de janvier 2008 à fin 2010.

Sur le plan local, le projet Niger - Loire se propose d'intervenir en faveur des collectivités et des communautés vivant au bord du fleuve Niger, en appuyant la formation du personnel technique chargé de la gestion de l'eau et de l'assainissement dans le cadre de la décentralisation. Cette initiative vise, également, à sensibiliser les communautés riveraines à la sauvegarde du fleuve et à favoriser une évolution des comportements vis-à-vis du fleuve et de la gestion de la ressource en eau.

Le projet Niger - Loire s'appuie sur une coopération « fleuve à fleuve », entre le Niger et la Loire, inaugurée en 2005 par la charte Loire – Niger, signée à Angers. Cette coopération mobilise à la fois des collectivités locales riveraines du Niger et de la Loire, engagées dans des accords de coopération décentralisée, et des universités ou établissements techniques du Val de Loire intervenant auprès de leurs homologues au Mali.

Au Mali, des enquêtes sont réalisées auprès des populations par quatre partenaires : la Direction Nationale du Patrimoine Culturel (DNPC) et ministère de la Culture du Mali, l'Université de Bamako, à travers la FLASH, le partenariat National de l'Eau (PNE-Mali) et l'institut pour la Recherche et le Développement (IRD). L'enjeu est d'explorer les relations des populations aux fleuves et les comportements des usagers.

(Source : Nouvelle Libération, le 11 mai 2009)

ACTUALITÉS MADAGASCAR

Évolution de la situation à Madagascar

Deux mois après son avènement, le nouveau régime à Madagascar, dirigé par Andry Rajoelina - ancien homme d'affaires, ancien maire d'Antananarivo et actuel président de la Haute Autorité de la Transition (HAT) - s'est lancé dans une offensive diplomatique tous azimuts pour essayer d'infléchir la position de la communauté internationale à son égard.

En effet, après la décision de la SADEC (Communauté de développement de l'Afrique australe) d'assouplir sa position vis-à-vis de la transition malgache unanimement qualifiée de fort peu démocratique, le nouvel homme fort d'Antananarivo vient d'entreprendre une

campagne de sensibilisation auprès des principaux partenaires de son pays pour « exposer le cas de Madagascar ainsi que le contexte des transferts des pouvoirs jusqu'à lui ». Son périple qui a commencé samedi 16 mai, à Tripoli, afin de rencontrer le chef d'Etat libyen et actuel président de l'Union africaine, Mouammar El Kadhafi, se poursuivra en Algérie, au Sénégal et à New York.

En Libye, le président malgache n'a pas caché son optimisme quant à l'issue de ces déplacements, même si les négociations dans son pays pour la recherche d'un consensus national restent bloquées. Ainsi, à Antananarivo, le Premier ministre du gouvernement de transition, Monja Roindefo, continue à faire face à la pression de l'opposition et des dissidents qui réclament la tenue urgente d'une table ronde avec toutes les parties prenantes en vue de la conclusion d'un accord, préalable à la tenue des conférences régionales et nationales.

La crise politique qui perdure a ébranlé une économie déjà très instable, affectée par la dévaluation, dépendante des investissements étrangers et affaiblie par les pillages qui frappent commerces et usines depuis le début des événements. Pour rappel, 70% de la population malgache vit en dessous du seuil de pauvreté.

(Sources : L'Express de Madagascar, le 18 mai 2009, www.afrik.com)

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays Sénégal : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille

Mission de Cités Unies France

Marie-Pierre Bresson, présidente du groupe-pays Sénégal et Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France, se rendront à Dakar et Saint Louis, du 14 au 21 juin 2009.

Au lendemain des élections locales sénégalaises, l'objectif de cette mission sera de rencontrer les différents partenaires institutionnels et les associations d'élus locaux en vue de la préparation des assises de la coopération décentralisée franco-sénégalaise, prévues pour 2010.

UNION EUROPÉENNE - AFRIQUE

25 mai 2009 : Journée de l'Afrique

À l'occasion de la Journée de l'Afrique, qui commémore chaque année l'anniversaire de la création de l'Organisation de l'Union africaine, le 25 mai 1963, la Commission européenne

a réaffirmé sa volonté de renforcer le partenariat UE-Afrique pour faire face aux défis communs.

Plus d'informations :

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/826&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique (Mauritanie, Bénin, Madagascar)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Tristan Routier, chargé de mission (Mali, Burkina Faso, Niger, Togo)

Courriel : t.routier@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Sénégal)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

Réunion du groupe-pays Haïti, le 20 mai 2009, à Cites Unies France

Cette réunion a eu comme objectif de finaliser la proposition - côté français - programme des Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne qui auront lieu les 10 et 11 juillet 2009, à Port-Au-Prince. Cette proposition sera remise au comité de pilotage haïtien pour validation.

Le relevé de conclusions de la réunion du groupe-pays, ainsi que la proposition de programme des Assises, sera bientôt mis en ligne sur le site de Cités Unies France.

BRÉSIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président de la région Provence Alpes Côte d'Azur

Séminaire de formation de fonctionnaires de la coopération décentralisée et fédérative franco-brésilienne, les 13 et 14 mai 2009, à Belo Horizonte

Ce séminaire a été organisé dans le cadre de l'Année de la France au Brésil, à l'initiative de la mairie de Belo Horizonte, en partenariat avec Cités Unies France et avec le soutien du Secrétariat des affaires fédératives du gouvernement brésilien et du ministère français des Affaires étrangères et européennes. Marcio Lacerda, maire de Belo Horizonte, a inauguré le séminaire.

Le séminaire a été organisé en deux parties. La première partie a été dédiée à la réunion du III^e Forum des secrétaires de relations internationales des villes brésiliennes. Lors de cette réunion a été proposé d'institutionnaliser le Forum à travers la création d'une association de droit privé. L'objectif de l'association serait de représenter, au niveau national, les intérêts des secrétaires des relations internationales afin de renforcer la dimension institutionnelle de l'action extérieure développée par les villes.

La deuxième journée a été consacrée au séminaire proprement dit, organisée en trois tables rondes :

- la première a abordé de manière comparative les structures politiques et juridiques du Brésil et de la France ;
- la deuxième a traité du concept de la coopération décentralisée, de ses principales avancées et de ses limites ;
- la troisième a présenté des exemples de coopération décentralisée, celui de la région PACA avec l'Etat de Sao Paulo et celui de la communauté urbaine de Dunkerque avec Vitoria.

Les principales idées soulevées par les intervenants et par les participants ont été les suivantes :

- la nécessité de stabiliser les fonctionnaires territoriaux et d'établir des véritables services de relations internationales au sein des villes et des Etats brésiliens ;
- la nécessité d'assurer une cohérence entre les différents niveaux institutionnels ;
- le besoin d'établir une véritable stratégie de politiques publiques locales. La coopération décentralisée est une action transversale et doit prendre en compte les différents services concernés...

Une centaine des représentants de villes et d'Etats brésiliens ont participé. La délégation française a été composée de la responsable du pôle Amérique latine de CUF, de l'adjointe au Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales du MAEE, de l'Ambassade de France, d'un représentant au Brésil de l'AFD, de la région PACA et de la communauté urbaine de Dunkerque.

ACTUALITÉS BRÉSIL

Reforme politique au Brésil

Dans la semaine du 25 mai 2009, la demande d'urgence de la réforme politique, proposée par le député Ibsen Pinheiro (PMDB – Rio Grande do Sul), sera présentée à la Chambre des députés du Brésil. La réforme prévoit deux volets.

Dans un premier temps, le projet propose le passage au système électoral de listes fermées : l'électeur passe à voter sur un parti et plus sur un candidat, comme le prévoit le système en vigueur. Le deuxième volet de la réforme institue le financement public exclusif des campagnes électorales.

Le projet, néanmoins, ne dispose pas de la majorité de la Chambre.

(Source : O Estado de Sao Paulo, le 25 mai 2009)

MEXIQUE

Président du groupe-pays Amérique du Sud (sauf Brésil), Amérique Centrale, Mexique et Cuba : Jean-Philippe Magnen, adjoint au maire de Nantes

Séminaire de lancement du projet URBAL : L'intercommunalité, outil efficace pour une meilleure cohésion sociale et territoriale en Amérique latine, du 27 avril au 1^{er} mai, à Morelia (État du Michoacán - Mexique)

Ce projet est coordonné par l'État du Michoacán et les partenaires latino-américains : la ville de San Miguel de Tucuman (Argentine), l'intercommunalité de Huista (Guatemala),

AMÉRIQUE LATINE & CARAÏBES



la municipalité de Tuma la Dalia (Nicaragua) et l'intercommunalité du « Norte Paceño » (Bolivie). Les partenaires européens sont : le conseil général des Hautes-Pyrénées et la commune de San-Sebastian de los Reyes, en Espagne.

Cités Unies France a été invitée au séminaire en tant qu'entité collaboratrice (CUF participe sans bénéficier des financements provenant de la subvention européenne).

Pour cette troisième phase du programme URBAL, des 119 projets ont été déposés auprès de la C.E., 20 projets ont été approuvés.

D'après les informations reçues par Cités Unies France, trois collectivités françaises participent en tant que partenaires européens à cette troisième phase du programme URBAL, à travers différents projets déjà approuvés : la ville de Toulouse, le conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur et conseil général des Hautes-Pyrénées.

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission, pôle Amérique Latine et Caraïbes
Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

ETATS-UNIS

Président du groupe-pays : Roland Ries, sénateur-maire de Strasbourg

La dernière réunion du groupe-pays Etats-Unis, le 27 mai 2009

La dernière réunion du groupe-pays Etats-Unis a eu lieu le matin 27 mai 2009, au siège de Cités Unies France. Cette réunion a été consacrée à la préparation de la délégation de fin juin : en sa qualité de président du groupe-pays Etats-Unis de Cités Unies France, le sénateur-maire de Strasbourg, Roland Ries, conduira une délégation de collectivités françaises à Washington, co-organisée avec l'AMGVF.

La période retenue se situera entre **le mardi 23 et le samedi 27 juin 2009**. L'objectif de cette délégation sera de préparer, avec les partenaires, un programme d'échanges d'expériences en matière de politiques publiques entre collectivités locales américaines et françaises. Les thèmes de ce programme pourraient inclure la lutte contre le réchauffement climatique, les transports publics ou encore les politiques dans le domaine de l'intégration.

Pour plus d'informations :

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Etats-Unis)
Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, assistante
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS SOUS-CONTINENT INDIEN

Vers la mise en place d'un fonds de coopération décentralisée franco-indienne ?

À l'occasion de la réunion de mise en place d'un comité de pilotage français en vue des Premières assises de la coopération décentralisée franco-indienne, qui a eu lieu le 28 avril 2009, le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) a fait état de discussions, actuellement en cours, avec les autorités indiennes laissant supposer la possibilité de la signature d'un accord de coopération franco-indien sur la gouvernance locale, dans le cadre duquel un fonds de soutien à la coopération décentralisée franco-indienne pourrait s'inscrire.

Cyclone dévastateur en Inde (côte Est) et au Bangladesh (côte Sud)

Un puissant cyclone a atteint le Bangladesh et l'Inde le 25 mai dernier, accompagné d'un raz-de-marée avec des vagues de quatre mètres de hauteur. 1,5 million d'habitants sont affectés, alors que l'on recense à ce jour plus d'une centaine de morts. De plus, de nombreuses personnes se retrouvent sinistrées sans abris sur le littoral méridional bangladais (430 000) et dans l'Etat indien du Bengale occidental (100 000).

(Source : AFP)

Victoire du Parti du Congrès aux élections législatives indiennes

Les élections législatives, qui se sont déroulées du 16 avril au 13 mai 2009, ont porté au pouvoir la coalition menée par le Parti du Congrès (taux de participation : 60%). Celle-ci remporte 261 sièges sur 543. Manmohan Singh a été reconduit dans ses fonctions de Premier ministre.

(Source : Le Monde, le 24 mai 2009)

CHINE

Président du groupe-pays : Jean Besson, vice-président du conseil régional Rhône-Alpes, sénateur

La présence des collectivités territoriales françaises à l'occasion de l'Exposition Universelle de Shanghai (2010)

Trois régions françaises - la région Alsace, la région Ile-de-France et la région Rhône Alpes - participeront à l'espace « Meilleures pratiques urbaines ». Mais la présence des collectivités territoriales françaises est aussi souhaitée au niveau du Pavillon de la France.

La dernière réunion du Comité Chine de la CNCD, le 28 avril dernier, a été l'occasion de faire le point sur les modalités de participation des collectivités territoriales françaises au Pavillon de la France. Ainsi, à cette occasion, il a notamment été rappelé la nécessité d'une meilleure synergie et d'une plus grande cohérence entre collectivités territoriales françaises, afin de favoriser la visibilité de la France.

Sommet UE/Chine, le 20 mai 2009, à Prague

Le sommet entre l'Union européenne et la Chine, initialement prévu au second semestre 2008, a eu lieu le 20 mai dernier, à Prague. Cette manifestation a permis d'aborder plusieurs sujets, tels que la lutte contre le réchauffement climatique, la crise économique ainsi que les questions diplomatiques.

(Source : Le Monde, le 22 mai 2009)

ACTUALITÉS ASIE

15^{ème} conférence sur l'avenir de l'Asie, du 21 au 23 mai 2009, à Tokyo

Organisée par le groupe de presse japonais *Nikkei* (Nihon Keizai Shimbun), cette manifestation, intitulée « Défis pour l'Asie et nouveaux objectifs communs », a réuni de nombreux dirigeants des pays asiatiques. Elle a été l'occasion pour eux de discuter des mesures à adopter pour surmonter les difficultés que rencontre ce continent dans le contexte de crise financière et économique mondiale.

Programme de la conférence est téléchargeable à l'adresse suivante :
http://www2.convention.co.jp/foa2009/sche_english.html

(Source : Groupe de presse *Nikkei*)

AGENDA PRÉVISIONNEL

- Juin 2009 : Prochaine réunion du comité de pilotage français des Premières assises de la coopération décentralisée franco-indienne
- Juin / juillet 2009 : Prochaine réunion du Comité Chine de la CNCD

- 12 au 18 octobre 2009 : Semaine française de Shanghai (8^{ème} édition)
- Décembre 2009 - janvier 2010 : « Bonjour India » : Festival culturel dans plusieurs grandes villes indiennes : Agra, Delhi, Bombay, Calcutta, Bangalore, Hyderabad, Chiennai, Pondichéry, Trivandrum
- 15 au 18 janvier 2010 : Premières assises de la coopération décentralisée franco-indienne (sur les thèmes de la gouvernance, du développement urbain, du patrimoine et de la méthodologie de projets)
- Mai 2010 : 2^{èmes} Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, à Kanazawa
- Mai - octobre 2010 : Exposition Universelle de Shanghai
- Juin 2010 : 3^{ème} Rencontre de la coopération décentralisée franco-chinoise
- 21 juin 2010 : Journée de la France, pendant l'Exposition Universelle, sur le thème de la fête de la musique

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission Asie
Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Japon)
Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, assistante
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

POLOGNE

Présidente du groupe-pays : Roselyne Lefrançois, adjointe au maire de Rennes

Report du séminaire !

Le séminaire intitulé : « La coopération franco-polonaise et européenne en matière de formation professionnelle », initialement prévue du 15 au 17 juin 2009, a été reporté à la rentrée prochaine.

L'Agence nationale de Leonardo en Pologne ne sera plus en mesure d'organiser, avec l'Ambassade de France et le Fonds de coopération franco-polonais, ce séminaire pour la promotion de la coopération en matière de formation professionnelle.

Les collectivités seront informées des nouvelles dates retenues pour cette manifestation.

Réunion du groupe-pays Pologne, le 7 avril 2009

Le compte rendu de la dernière réunion du groupe-pays Pologne est désormais disponible sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article700>

SERBIE

Président du groupe-pays : Alain Fremont, adjoint au maire de Nevers

Réunion du groupe-pays Serbie, le 21 avril 2009

«.. Viktor Jovanovic, ministre conseiller de l'Ambassade de Serbie en France, constate une dynamique politique dans le pays, amorcée, en 2006, par la nouvelle Constitution serbe, et encore augmentée par l'élection présidentielle en janvier 2008. La victoire de la coalition « Pour une Serbie européenne - Parti démocrate - G17+ - Boris Tadic », lors des élections législatives du 11 mai 2008, a montré la volonté politique de construire une Serbie européenne avec la stabilité politique ...»

Le compte rendu de la dernière réunion du groupe pays Serbie est actuellement disponible sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article747>

Signature de convention de coopération décentralisée entre Nevers et la ville de Sremska Mitrovica

A l'occasion de la signature de la troisième convention de coopération décentralisée avec la ville de Sremska Mitrovica en Serbie, la cité ducale a accueilli une délégation officielle serbe, du 24 au 26 avril 2009.

La coopération entre Nevers et Sremska Mitrovica a débuté en 2001 : cette coopération a permis la remise en valeur du patrimoine culturel de Sremska Mitrovica par la rénovation d'une mosaïque antique. Elle a également permis la mise en place d'un parcours patrimonial dans la ville sur le modèle du « Fil bleu » de Nevers.

Un espace francophone a été créé avec la mise en place de cours de français.

Cette troisième convention a pour objectif la reconduction du partenariat de coopération décentralisée entre les villes de Nevers et de Sremska Mitrovica et la redéfinition de leurs objectifs communs de 2009 à 2011.

Ce programme comprendra plusieurs niveaux d'actions : la mise en œuvre de stages pratiques sur les sites afin d'approfondir la connaissance des savoir-faire, l'organisation d'événements culturels afin d'approfondir la connaissance mutuelle et l'organisation d'actions concrètes autour de la thématique du développement touristique et des échanges de jeunes.

Appel à projet UE : manifestation d'intérêts « Municipal Support Programme, IPA 2007 »

FCI (France Coopération International), EPLO, le Centre européen de droit public et Cités Unies France participent à un consortium et ont envoyé leur manifestation d'intérêts pour le programme de l'Union européenne pour l'appel Serbie au « soutien municipal ».

L'objectif du programme est de renforcer les capacités de management des collectivités locales serbes.

SLOVAQUIE

Assises de la coopération décentralisée franco-slovaque

La 10^{ème} édition des Assises de la coopération décentralisée franco-slovaque aura lieu les 11 et 12 juin prochains, à Saint-Lary Soulan, dans les Hautes-Pyrénées.

Accueillies par le conseil général des Hautes-Pyrénées, ces rencontres sont organisées cette année sur le thème de l'eau. Elles visent, au travers d'un approfondissement de problématiques communes, à mieux appréhender le développement de nos territoires dans une dimension européenne.

Le programme de cette manifestation, ainsi que le bulletin de réponse, sont disponibles sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article793>

BALKANS

Séminaire régional pour les autorités locales et régionales des Balkans : « Méthodes et outils du développement territorial »

Cités Unies France, en partenariat avec la Commission Méditerranée de CGLU, a organisé, le Séminaire régional pour les autorités locales et régionales des Balkans : « Méthodes et outils du développement territorial », les 25 et 26 mai 2009 dernier, à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine). Plus d'une cinquantaine d'élus européens et des Balkans étaient présents. Des perspectives de travail intéressantes se profilent.

Pour plus d'information sur cette manifestation, merci de consulter le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article769>

ACTUALITÉS RUSSIE

Sommet UE/Russie, le 22 mai 2009, à Khabarovsk

Les dirigeants de l'Union européenne et de la Russie se sont réunis le 22 mai 2009, lors du sommet de Khabarovsk, dans l'Extrême-Orient russe. Le principal thème abordé a été l'énergie, dans un contexte de relations difficiles entre l'UE et la Russie, suite à la guerre russo-géorgienne d'août 2008, et à la crise du gaz avec l'Ukraine, en janvier 2009.

(Source : Le Monde, le 24 mai 2009)

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe, Balkans)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Hélène Migot, chargée de mission (Russie)

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS ALGÉRIE

Suites des élections présidentielles

Abdelaziz Bouteflika, réélu pour un troisième mandat présidentiel, reconduit son équipe gouvernementale. A sa tête, Ahmed Ouyahia a été chargé d'établir un plan d'action pour assurer la mise en route du plan quinquennal (2010-2014) prévoyant d'importants investissements dans les infrastructures, la construction d'un million de logements et la création de trois millions d'emplois. Ce plan a récemment été approuvé par le Parti travailliste (PT), tandis que le parti du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), ayant boycotté le scrutin présidentiel, a affiché son pessimisme face à l'immobilisme politique ressenti.

(Sources : www.jeuneafrique.com, www.lemonde.fr)

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Comité de pilotage des assises

Le comité de pilotage pour l'organisation des assises de la coopération décentralisée franco-israéliennes s'est réuni le mercredi 27 mai dernier. Le compte-rendu de la réunion sera bientôt disponible sur le site Internet de Cités Unies France.

ACTUALITÉS ISRAËL

Rencontre Obama-Netanyahu

Benyamin Netanyahu et Barack Obama se sont rencontrés le 18 mai dernier, à Washington, afin de trouver un terrain d'entente sur la situation actuelle au Proche-Orient. Le Président américain s'est clairement montré en faveur de la création d'un Etat palestinien, alors que le Premier ministre israélien s'y oppose.

(Sources : www.jeuneafrique.com, www.lemonde.fr)

PALESTINE

Président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) : Claude Nicolet, conseiller communautaire de Dunkerque

Réunion de restitution de la mission des élus locaux dans la Bande de Gaza, le 20 avril 2009, en région Pays de la Loire

« Au Moyen-Orient, la région des Pays de la Loire soutient les projets des associations via le FRASICOD (Fonds Régional d'Aide et de Solidarité Internationale pour la Coopération et le Développement). Elle a également répondu à l'appel de Cités Unies France pour abonder un Fonds d'urgence, suite aux événements de décembre 2008, à Gaza.

Les collectivités territoriales ont une place à prendre car elles sont les plus proches des populations et elles peuvent mener des actions concrètes en tissant des liens avec les acteurs ici et là-bas.

La région des Pays de la Loire souhaite poursuivre son engagement et continuer à œuvrer pour la paix en accompagnant les projets des associations. La décision de la région et d'autres collectivités des Pays de la Loire d'abonder au Fonds d'urgence de Cités Unies France permet de répondre à l'urgence humanitaire et de signifier la solidarité en vers la population palestinienne.

Réunion du RCDP, le 13 mai 2009

Le RCDP s'est réuni le 13 mai 2009, en rassemblant une cinquantaine de participants. Cette réunion avait pour objet de faire la restitution de la mission du RCDP et de Cités Unies France dans la Bande de Gaza, précédemment présentée au Parlement européen, le 22 avril 2009, à Strasbourg.

Les projets identifiés lors de la mission ont été présentés au comité de pilotage du Fonds d'urgence et de solidarité pour Gaza. Deux projets ont été retenus :

- **le premier** : de l'association ACTED dont l'intervention vise à améliorer le niveau de sécurité alimentaire de 1250 familles les plus vulnérables en assurant leur accès à une alimentation suffisante ;
- **le second** : de l'association HELP Doctors qui prévoit l'ouverture d'un dispensaire spécialisé dans la prise en charge des pathologies chroniques à Khan Younes, pour la région sud de la Bande de Gaza.

La prochaine assemblée générale du RCDP se tiendra **le 30 juin prochain**.

TRIBUNE POLITIQUE

Pourquoi devons-nous continuer à aider Gaza ?

«...Si elle n'était pas si brutale, la question pourrait paraître incongrue, elle s'est pourtant posée avec acuité aux élus des collectivités locales qui ont fait le choix d'intervenir d'urgence dès le déclenchement de la guerre début janvier 2009. Aujourd'hui, les 1,5 millions d'habitants de la Bande de Gaza restent placés en quarantaine, coupés du monde, sans accès aux biens de première nécessité et sous la menace réelle d'une deuxième offensive militaire Israélienne... C'est avec l'appui du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine de Cités Unies France, que des élus locaux français se sont rendus à Gaza, du 1er au 8 mars, pour voir, comprendre, entendre, mais aussi prioriser l'aide attribuée par les villes et les collectivités françaises, d'un montant de 200 000 euros... »

Vous trouverez le texte intégral de la Tribune sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article773>

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

Réunion du groupe-pays Maroc de Cités Unies France et du groupe Maroc de l'ARF, le 30 juin 2009

Sous l'impulsion de leurs présidents respectifs, Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille et M. Guerard, vice président du conseil régional d'Aquitaine, le groupe-pays Maroc de Cités Unies France et le groupe Maroc de l'Association des Régions de France se réuniront conjointement le 30 juin prochain, à l'Assemblée Nationale.

Cette réunion sera l'occasion de revenir sur les Assises de la coopération décentralisée franco-marocaines, qui se sont tenues à Agadir, en février dernier. La réunion abordera également la question des suites données au programme PAD (Projet d'Accompagnement à la Décentralisation). Enfin, un point d'actualité sera présenté sur les élections locales au Maroc qui se tiendront le 12 juin prochain.

NB : pour des raisons d'organisation, l'inscription à la réunion est obligatoire (une pièce d'identité sera demandée à l'entrée). Le bulletin d'inscription et l'ordre du jour sont disponibles sur le site de Cités Unies France.

Élections communales au Maroc

Les élections municipales au Maroc auront lieu le 12 juin 2009. Ces élections seront marquées par un encouragement de la représentation féminine au sein des conseils municipaux. Pour cela, le ministère de l'Intérieur a créé un fonds afin d'inciter les femmes à se présenter au

prochain scrutin. Alors que leur taux de représentativité atteint seulement 0,52% au niveau local, un quota de 12% a été établi par le gouvernement.

(Sources : www.jeuneafrique.com, www.lemonde.fr)

TUNISIE

Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans-sur-Isère

Mission du président du groupe-pays

Le président du groupe-pays se rendra en Tunisie, du 16 au 19 juin 2009, pour rencontrer les pouvoirs publics tunisiens au sujet de la coopération décentralisée franco-tunisienne. Les conclusions de cette mission seront présentées à l'occasion d'une réunion du groupe-pays, à la rentrée 2009.

ACTUALITÉS TURQUIE

Saison de la Turquie en France

Du 1^{er} juillet 2009 au 31 mars 2010, la Turquie sera l'invitée de la France avec **la Saison de la Turquie en France**. Plus de 300 événements culturels, économiques et sociaux permettront de découvrir l'effervescence, la jeunesse et la modernité de ce pays, trop méconnu en France et souvent réduit à de faux clichés. Préparée en étroite collaboration par la Fondation pour la Culture et les Arts d'Istanbul (IKSV) et Culturesfrance, sous l'égide des ministères des Affaires étrangères et des ministères de la Culture des deux pays, la Saison de la Turquie en France aura également à cœur de témoigner auprès du public, des liens historiques et vivants unissant la France et la Turquie, marqués par une amitié renouvelée remontant au XVI^e siècle.

Faisant écho au succès du « Printemps Français » organisé dans différentes villes turques en 2006, cette Saison se donne pour mission d'encourager les échanges et le tourisme culturel mais aussi les coopérations entre les institutions culturelles et artistiques et les organisations non gouvernementales turques et françaises. Parallèlement, elle ambitionne de favoriser les interactions à tous niveaux en vue de renforcer et de pérenniser le dialogue en matière de coopération éducative, scientifique et académique, ainsi que dans le domaine économique.

La programmation de la Saison de la Turquie en France vise à refléter toute la diversité de sa culture en soulignant la volonté de changement et d'ouverture d'une Turquie mosaïque et mettre en exergue l'apport de la Turquie à la culture européenne.

De nombreux événements seront organisés dans les grandes villes comme Paris, Lille, Marseille, Lyon, Strasbourg et Bordeaux mais également sur l'ensemble du territoire français.

Autour de la programmation artistique, la Saison de la Turquie en France propose un volet économique très développé avec de nombreuses manifestations impliquant des entreprises des deux pays. Enfin, souhaitant promouvoir les rencontres, les contacts, les discussions et des échanges plus prolongés, de grands débats d'idées et débats universitaires tenteront de faire le point sur les processus de démocratisation, les médias, le développement économique et social ou encore les enjeux géopolitiques qui se posent à la Turquie contemporaine. De sorte que tout au long de cette Saison, le public français comprenne et découvre les multiples et passionnantes facettes de ce pays.

La Saison de la Turquie en France se poursuivra bien au-delà de mars 2010, grâce aux nombreuses collaborations artistiques franco-turques qui seront programmées à Istanbul, capitale européenne de la culture en 2010, et à Marseille, capitale européenne de la culture en 2013.

(Source : Culturesfrance, www.culturesfrance.com)

Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission, pôle Méditerranée (Maroc, Algérie, Palestine, Tunisie)
Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission, pôle Méditerranée (Maroc, Liban, Tunisie)
Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission, pôle Méditerranée (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPO)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)
Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

JEUNESSE

Présidente du groupe : Marie Pierre Rouger, conseillère régionale de Bretagne

Assises de la jeunesse

Prévues initialement début juillet 2009, les rencontres sur l'engagement des jeunes à l'international et le rôle des collectivités territoriales auront lieu **le mercredi 30 septembre 2009, à Dijon**. Le thème central de cette manifestation, organisée en partenariat avec le conseil régional de Bourgogne, tournera autour de « L'international comme levier d'une politique jeunesse ».

Trois thèmes ont été identifiés par les membres du comité de pilotage :

- le désenclavement (avec une attention particulière sur le public jeunes ruraux) ;
- l'insertion professionnelle ;
- l'engagement citoyen (dialogue Nord-Sud, éducation au développement).

Ces ateliers prendront en compte des entrées transversales, telles que la question de la transmission, la formation, le retour sur investissement pour les territoires, l'obtention de financement.

Pour plus d'informations :

Fabiola Rivas, chargée de mission Jeunesse

Courriel : f.rivas@cites-unies-france.org

CULTURE

Lecture et coopération décentralisée

A l'initiative d'Antoine Joly, Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales, la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD) du ministère des Affaires étrangères et européennes organise une Journée nationale intitulée : « Livre et lecture dans l'action internationale des collectivités territoriales », qui aura lieu le 29 juin 2009, à l'auditorium du Musée de Grenoble.

Coopérer avec des collectivités territoriales étrangères au développement de leurs territoires urbains ou ruraux implique de prendre, également, en compte les besoins d'éducation, d'accès à l'information, d'expression et d'ouverture culturelle des populations concernées.

Conscientes de cette nécessité, les collectivités territoriales françaises collaborent avec leurs partenaires à travers le monde pour faciliter la circulation du livre et l'accès à la lecture, en s'appuyant sur leurs propres services ou sur des opérateurs associatifs.

Ces partenariats prennent différentes formes et s'articulent autour de différents axes de coopération, qui seront présentés à l'occasion de cette journée de restitution du chantier « Livre, lecture et coopération décentralisée », conduit par la CNCD tout au long de l'année 2008.

Pour plus de détails, merci de consulter les adresses suivantes :

<http://www.culture-developpement.asso.fr> ou <http://cncd.diplomatie.gouv.fr>

Contact :

Eléonore Raginel

Courriel : eleonore.raginel@culture-developpement.asso.fr

Culture et développement

9, rue de la Poste

38000 Grenoble

Pour plus d'informations :

Laure Blaise-Lyon, chargée d'études (Culture)

Courriel : culture@cites-unies-france.org

Président du groupe thématique : Jean-Claude Mairal, vice-président du conseil régional d'Auvergne

Réunion du groupe tourisme responsable, le 30 juin 2009

La prochaine réunion du groupe tourisme responsable se tiendra le mardi 30 juin 2009, à 9h30, à Cités Unies France. La thématique centrale de cette réunion portera sur l'Europe et le tourisme responsable. L'Europe comme un territoire d'accueil touristique : le tourisme responsable dans différentes zones géographiques : Balkans, Roumanie, Pologne, Croatie...

3^{ème} Journée mondiale pour un tourisme responsable : « l'eau » et le Cameroun sont à l'honneur

La 3^{ème} édition de la Journée mondiale pour un tourisme responsable portera sur le thème « Tourisme et ressources en eau : impacts, responsabilités & solutions d'avenir ». Le 2 juin 2009, au conseil régional d'Ile-de-France, la Coalition internationale pour un tourisme responsable, organisatrice du rendez-vous, tentera de répondre à quelques questions centrales.

Indispensable au développement de la vie, l'eau douce est menacée par le gaspillage et les pollutions et plus d'un milliard d'êtres humains n'ont pas accès à une eau potable à travers le monde.

Alors que le tourisme international est en perpétuelle augmentation (+6,2% en 2007), le nombre de personnes mourant de maladies hydriques atteint désormais 8 millions chaque année.

Aujourd'hui, de nombreux projets de développement touristique se déploient dans les pays du Sud. Etant donné que les populations locales ont de plus en plus de difficultés à avoir accès à l'eau, il est intéressant de se poser des questions concernant la légitimité et la responsabilité de ces projets sur les territoires.

Après Haïti en 2008, le Cameroun est le pays à l'honneur cette année. Il sera au coeur d'un débat entre les responsables politiques et associatifs du pays ainsi que les experts internationaux où l'on évaluera l'importance de préserver et de mettre en valeur les ressources en eau dans le cadre d'une stratégie de tourisme responsable.

Horaires et lieu :

Mardi 2 juin 2009, de 10h à 17h30
Conseil régional d'Ile-de-France - Salle Delouvrier
35, boulevard des Invalides
75007 Paris

TOURISME RESPONSABLE



Contact Presse :

CITR

Tél. : 06 11 34 56 19

Site Internet : www.coalition-tourisme-responsable.org

(Source : Communiqué de presse de la Coalition internationale pour un tourisme responsable et site Internet de la Coalition. La Coalition internationale pour un tourisme responsable regroupe aujourd'hui des professionnels experts du tourisme, plus de 75 structures dans 40 pays à travers le monde engagées pour un tourisme responsable, ainsi qu'un comité scientifique composé d'experts des trois piliers du développement durable (économique/équité, social/culturel, environnement/biodiversité). L'objectif de la Coalition internationale est d'informer, de sensibiliser, de convaincre, de dénoncer et de mobiliser les acteurs majeurs du tourisme (professionnels, gouvernements, ONG nationales et internationales) à l'intérêt du concept de tourisme responsable.)

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission Tourisme responsable

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Programme ANE & AL : Appels à propositions décentralisés lancés sur les crédits 2008

À ce jour (25 mai 2009) :

- 34 appels à propositions décentralisés ont été publiés et 25 sont d'ores et déjà clôturés,
- 9 sont en cours : Argentine, Colombie, Géorgie, Guyane, Indonésie, Sierra Leone, Tchad, Togo et Yémen,
- 2 restent à publier : Arménie, Mauritanie.

Plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article623>

Programme ANE & AL : Programme d'action annuel 2009

Le PAA (Programme d'Action Annuel) 2009 du programme ANE & AL a été adopté à la mi-avril. Il précise qu'en principe, aucun appel à propositions ne devrait être lancé sur les crédits 2009 - en 2010. En effet, les crédits du PAA 2009 devraient être utilisés pour financer des projets déposés et sélectionnés dans le cadre des appels à propositions lancés dans le cadre du PAA 2008.

Plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article802>

Facilités Eau et Energie ACP - UE : Appel à propositions à prévoir au 2^{ème} semestre 2009

Les nouveaux appels à propositions des Facilités Eau et Energie ACP - UE devraient être lancés entre septembre et décembre 2009 et être ouverts jusqu'au début de l'année 2010. Ces Facilités visent à soutenir des projets visant à faciliter l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les populations vulnérables des pays « ACP » ou des projets visant à réduire la pauvreté à travers un accès accru aux services énergétiques modernes en zones rurales et périurbaines. Parmi les 77 pays concernés, on compte notamment : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, Cuba et Haïti. Une consultation devrait être lancée à la rentrée.

Plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article803>

22 au 24 octobre 2009 : Journée Européenne du Développement (JED), à Stockholm

Trois thèmes seront à l'honneur à l'occasion de la 4^{ème} édition des JED, qui aura lieu à Stockholm, du 22 au 24 octobre 2009 :

- citoyenneté et développement,
- situation économique mondiale,
- changement climatique.

Plus d'informations : <http://www.eudevdays.eu/>

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission Institutions européennes

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Guide SEM et coopération décentralisée : présentation du guide, le 26 juin 2009

Le 26 juin, Cités Unies France, la Fédération des EPL (entreprises publiques locales) et l'Agence Française de Développement (AFD) présenteront le guide intitulé : « SEM et coopération décentralisée ». Réalisé avec l'appui de Françoise Brunet, ce guide explore les liens entre action internationale des collectivités territoriales et action internationale des Sociétés d'économie mixte.

La réunion, qui se tiendra à Cités Unies France, de 10h00 à 12h30, s'adresse aux collectivités ayant participé à l'étude ou intéressées par son thème. Les débats de la journée seront intégrés dans le guide avant sa publication prévue en septembre 2009.

Cités Unies France et le développement durable

Cités Unies France est membre du comité de pilotage d'une étude commanditée par l'Agence française de développement et menée par l'ARENE - Ile-de-France (Agence Régionale de l'Energie et de l'Environnement) portant sur la place du développement durable dans les actions de coopération décentralisée. Cette étude permettra en particulier de connaître la place réservée à la coopération décentralisée dans certains Agendas 21 locaux. Elle devra être terminée en novembre de cette année.

En parallèle, dans le cadre du projet : « Ancrer la solidarité internationale dans les territoires », menée par l'AITEC (Association Internationale des Techniciens Experts et Chercheurs), Cités Unies France participe au comité de pilotage de l'Agenda 21 de Rosny-sous-Bois, qui a pour ambition d'y inclure un axe fort sur la solidarité internationale. AITEC et Cités Unies France accompagnent Rosny-sous-Bois dans cette volonté.

Les acteurs bretons au service de la sécurité alimentaire

Le conseil régional de Bretagne mène, depuis juin 2008, une réflexion sur le thème : « Bretagne - promotion des agricultures vivrières en Afrique de l'Ouest ». A cette occasion, une recherche-action a été lancée conjointement avec l'ONG PEKEA (Political and Ethical Knowledge on Economic Activities (PEKEA) est une ONG avec statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies), la CASI Bretagne (Coordination des Associations de Solidarité Internationale) et le laboratoire de recherche sur le développement rural d'Agrocampus Rennes. L'objectif est d'identifier les partenariats en mesure d'apporter des éléments de réponse à la crise alimentaire.

Les conclusions de cette recherche seront présentées lors des 3èmes Assises de la solidarité internationale en Bretagne, qui auront pour thème : « Crise alimentaire : quels partenariats Nord-Sud pour y répondre durablement ? » et se dérouleront les 23 et 24 octobre 2009, à Brest.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (développement durable)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission (SEM et coopération décentralisée)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Tristan Routier, chargé de mission (sécurité alimentaire)

Courriel : t.routier@cites-unies-france.org

Etudiants et Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

Cités Unies France a animé un débat sur les Objectifs du millénaire lors des Journées nationales d'Animafac, le 26 avril dernier, à Paris.

Les étudiants ont pointé les limites des OMD qui ne permettent pas de définir une politique de développement en tant que telle. Les débats ont aussi permis de souligner les questions de la liberté de choisir son modèle de développement, des moyens pour atteindre les OMD ou encore de la réalité du partenariat entre organisations du Nord et du Sud.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Objectifs du millénaire)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Les Assises de la solidarité internationale, les 19 et 20 juin 2009, à Lyon

Les 19 et 20 juin 2009, le grand public et les professionnels se rencontreront pour favoriser les actions citoyennes soutenant le travail entre acteurs, les dynamiques économiques, et l'amélioration de l'accès aux services.

Le premier jour de l'événement se focalisera sur les spécialistes et leur mise en commun des acquis, et la confrontation des expériences sur la solidarité internationale.

Le deuxième jour donnera l'accès au grand public pour le partage de leurs connaissances avec les professionnels.

Durant ces deux jours, les professionnels et le grand public seront donc invités à écouter, partager et comprendre les multiples visages de la citoyenneté internationale. De nombreux ateliers, animations, rencontres et échanges seront mis en place par la Région Rhône-Alpes à la Manufacture des Tabacs de Lyon, dans le 8^{ème} arrondissement.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site de la Région Rhône-Alpes :

<http://www.assisessolidaires.rhonealpes.fr>

Courriel : solidarite2009@rhonealpes.fr

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Bureau exécutif de CGLU	Copenhague	1 - 4 juin	CGLU
Sommet des gouvernements locaux et régionaux sur le réchauffement climatique	Copenhague	2 - 4 juin	CGLU
Réunion du groupe-pays Togo	CUF	2 juin	CUF
Réunion conjointe du groupe-pays Brésil et du comité d'organisation des 3 ^{èmes} Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne	CUF	9 juin	CUF
Séminaire sur la coopération décentralisée franco-congolaise	Institut Catholique, Paris	9 - 10 juin	ADF
Rencontres franco-slovaques de la coopération décentralisée	Saint-Lary	11 - 12 juin	CG Hautes-Pyrénées
Rencontres franco-algériennes sur le renforcement des actions locales en direction des enfants et des jeunes	Boumerdes (Algérie)	14 - 15 juin	CUF / Ville de Belfort / Francas (PCPA Algérie)
Séminaire sur la gestion des déchets	Belgrade	17 - 18 juin	Conférence permanente des villes et municipalités de Serbie/CUF/Ambassade de France
Assises de la de la solidarité internationale en Rhône Alpes	Lyon	19 - 20 juin	Conseil régional de Rhône Alpes
Réunion du groupe-pays Mali	CUF	23 juin (matin)	CUF
Réunion du groupe santé Mali	CUF	23 juin (après-midi)	CUF
Journée de la coopération décentralisée : "Migrants, codéveloppement et la coopération décentralisée"	Institut Catholique, Paris	24 juin	CUF / FORIM
Réunion du groupe-pays Algérie	CUF	25 juin	CUF
Rencontres de la coopération décentralisée franco-bosniaques	Clermont-Ferrand	24 - 25 juin	Conseil régional d'Auvergne / Clermont-Ferrand

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Présentation du guide SEM et coopération décentralisée	CUF	26 juin (matin)	CUF / Fédération des EPL
Journée nationale « Livre et lecture dans l'action internationale des collectivités territoriales »	Auditorium du Musée de Grenoble	29 juin	CNCD - DAACL
Réunion conjointe du groupe-pays Maroc de CUF et du groupe Maroc de l'ARF	Assemblée Nationale	30 juin (matin)	CUF / ARF
Assemblée générale du RCDP	CUF	30 juin	CUF / RCDP
Réunion du groupe tourisme responsable	CUF	30 juin (après-midi)	CUF
Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne	Port au Prince	10 - 11 juillet	Comité de pilotage des assises
Première conférence nationale des jumelages et partenariats « accélérateurs de citoyenneté européenne »	Tours	11 - 12 septembre	AFCCRE
Assises de la jeunesse à l'internationale	Dijon	30 septembre	Région Bourgogne / CUF
Semaine économique de la Méditerranée	Marseille	7 - 10 octobre	Mairie de Marseille
Conférence : « Après la guerre de Gaza, quelles perspectives politiques, comment coopérer en Palestine ? »	Dunkerque	8 - 9 octobre	Communauté urbaine de Dunkerque
Semaine européenne de la démocratie locale	Strasbourg	12 - 18 octobre	Conseil de l'Europe
Assises de la coopération internationale de Bretagne	Brest	23 - 24 octobre	Conseil régional de Bretagne
Assises de la coopération décentralisée franco-israéliennes	Paris	3 - 4 novembre	CUF - Ville de Paris
Conseil mondial de CGLU	Canton	12 - 14 novembre	CGLU
Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée France-Bésil	Lyon	3 - 4 décembre	CUF / Région Rhône Alpes
Africités 5	Marrakech	16 - 20 décembre	CGLU Afrique

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 EUROS

- Dossier pays POLOGNE
(nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE
(nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE
(à paraître 2009)
- Dossier pays JAPON (2007)
- Dossier pays TURQUIE
(première édition 2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAËL (2007)
- Dossier pays PALESTINE
(première édition 2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays CUBA
(à paraître en 2009)
- Dossier pays SENEGAL (2007)
- Dossier pays MAURITANIE
(2008)
- Dossier pays MALI
(première édition 2009)
- Dossier pays TOGO
(première édition mai 2009)
- Dossier pays BÉNIN
(à paraître en 2009)
- Dossier pays BURKINA FASO
(à paraître en 2009)
- Dossier pays NIGER
(à paraître en 2009)

REPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DECENTRALISEE :

15,00 EUROS

- franco- polonais
- franco- roumains
- franco- tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco- algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains
(France - Etats-Unis)
- franco-américains
(en anglais)
- France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabè
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens

COLLECTION « REFLEXIONS » :

15,00 EUROS

- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)

COLLECTION « REFERENCE » :

25,00 EUROS

- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée
(nouvelle édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- Dossier pays VIETNAM (2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)

15 euros

- L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée

10 euros

- Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)

10 euros

- Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire : Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* (2009)

10 euros

PROMOTION !

- Dossier pays PALESTINE + DVD « Voter en Palestine »
35 euros

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom.....

Prénom.....

Fonction.....

Collectivité.....

Adresse.....

CP..... Ville.....

Tél. : Fax :

Courriel :

Je joins un chèque deeuros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :
Katarina FOTIC, responsable des publications
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :
www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org